Les élus PS réclament un cap et de la pédagogie

Publication : lundi 18 mars 2013 15:04

Le Figaro, 18 mars 2013

Les élus PS réclament un cap et de la pédagogie

SOPHIE HUET

LES ÉLUS SOCIALISTES sont impatients. Ils attendent beaucoup de l'intervention télévisée de François Hollande pour « *redonner un cap* » à la politique menée, notamment en matière d'emploi et de redressement des comptes publics. Bruno Le Roux, qui reste prudent sur la date de l'intervention du chef de l'État, évoque « *un président qui sait faire face à l'urgence de la situation sur l'emploi et la sécurisation de l'environnement pour les entreprises* ». Le patron des députés socialistes pense que Hollande va « *remettre en perspective ce qu'il a fait depuis un an, redonner du lien, de la cohérence à sa politique* ».

C'est le souci majeur des parlementaires de la majorité. « *Il y a à la fois un besoin d'explication, et de donner du sens aux réformes déjà engagées ou à venir* », souligne Jean-Marie Le Guen. Le député de Paris ajoute : « *Partant d'un déficit de croissance de la zone euro, il faut à la fois un discours de vérité sur la situation économique, même si elle est dure à dire, et un effort de pédagogie sur les orientations qui ont été prises.* »

« *Le rôle du président est d'être aux côtés des Français, pour expliquer sa politique, en insistant sur les réformes de l'école et de la formation professionnelle* », juge Mathieu Hanotin (Seine-Saint-Denis). Le président de la commission des lois du Sénat, Jean-Pierre Sueur (Loiret), souhaite aussi que le chef de l'État mette l'accent sur l'éducation, mais, pour lui, « *l'essentiel du propos du chef de l'État doit être consacré au redémarrage de l'activité économique et à l'emploi* ».

« Des effets à court terme »

Le porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée, Thierry Mandon, estime que le chef de l'État « *est très attendu sur la politique macroéconomique (budget, emplois d'avenir, banque publique d'investissement et crédit d'impôts aux entreprises), qui ne produira ses effets qu'à terme* ». D'où la nécessité, selon le député de l'Essonne, de « *prendre par ordonnance des mesures d'urgence qui produiraient des effets à court terme* », notamment un retour du taux de TVA à 5 % sur la construction de logements sociaux.

Thierry Mandon souhaite aussi que le président parle du cumul des mandats : « *Il faut arrêter le va-et-vient permanent sur ce sujet, et qu'un texte soit enfin voté avant l'été, que la réforme entre en œuvre en 2014 ou en 2017* », insiste Mandon.

Pascal Terrasse invite le chef de l'État à « *parler aux Français, pas à la France* » : « *La situation mondiale est anxiogène, mais il faut arrêter de dénigrer notre pays, insiste le député de l'Ardèche. La société souffre de blocages et d'une sur-administration qui étouffent les volontés. Hollande doit demander aux Français patriotisme et responsabilité.* »

Pour Christophe Caresche (Paris), « *une mise en cohérence et en perspective est nécessaire, car il y a devant nous des réformes difficiles sur les retraites, l'emploi, sans compter le plan structurel de réformes que va réclamer la Commission européenne dans le cadre du budget 2014. Il faut que le président s'exprime aussi sur ce terrain.* »

Sur le ton, François Loncle espère que François Hollande prendra pour référence Pierre Mendès France. « *Pédagogie, proximité et persévérance, dire la vérité, faire des choix et s'y tenir, tout en poursuivant le dialogue avec les Français* », résume le député de l'Eure. ■

.

Phoca PDF